

## POLITIQUE AMÉRICAINE EN AFRIQUE | *WHAT'S NEW ?*



Guerre au Nord-Mali, chaos en Libye, mobilisation contre Boko Haram, attentats en Tunisie et au Kenya... la violence embrase de vastes parties du continent. Mais qu'en est-il de la politique américaine en Afrique ? Huit mois après le premier sommet États-Unis/Afrique (août 2014), marqué par l'annonce de deux nouveaux programmes, on n'observe pas de réels changements. Tout au plus une inflexion : l'accent est mis sur le développement des échanges et des investissements, et pas seulement pour réfuter les discours sur la « militarisation » de la politique américaine en Afrique ou renforcer la stabilité du continent. Là est peut-être la principale leçon des initiatives annoncées. Les États-Unis veulent se donner les moyens de davantage bénéficier de la croissance d'un espace qui ne saurait se réduire aux conflits et à la violence.

L'Afrique est généralement appréhendée comme un espace périphérique pour la puissance américaine, avec un sentiment renforcé par la place accordée à ce continent dans les grands documents stratégiques américains et l'annonce, à l'automne 2011, d'un pivotement vers l'Asie-Pacifique (1). Si l'Afrique n'a jamais été placée en tête des priorités stratégiques à Washington, un regain d'intérêt est cependant perceptible depuis plusieurs années autour d'une approche indirecte reposant sur une empreinte au sol minimale, des interventions par partenaires interposés et, à long terme le développement des capacités locales (2). À cet égard, le sommet États-Unis/Afrique d'août 2014, réunissant une cinquantaine de chefs d'États africains et qualifié par beaucoup d'historique, s'inscrit dans cette dynamique avec deux nouveaux programmes destinés à renforcer les moyens des forces armées africaines. Mais bien davantage que ces derniers, et alors que l'Afrique devrait accueillir 2 milliards d'habitants en 2050 avec un PIB comparable à celui de l'Europe (3), il a été dominé par la promotion du développement et des échanges économiques.

## | A-Prep et SGI : deux annonces qui ne convainquent guère

Dans le domaine du renforcement de la paix et de la sécurité, le sommet États-Unis/Afrique d'août 2014 a été marqué par deux annonces. La première concerne le lancement de la *Security Governance Initiative* (SGI), par le biais de laquelle les États-Unis veulent accroître leur aide à six pays d'Afrique (Ghana, Kenya, Mali, Niger, Nigeria et Tunisie) en débloquent, la première année, 65 millions de dollars (48 millions d'euros) afin d'« améliorer les capacités des institutions du secteur de la sécurité ». Reposant sur une logique de partenariat et se voulant durable (4), la SGI doit s'appuyer sur des évaluations régulières et la formation d'une équipe dédiée au sein du Département d'État, appuyée par des représentants du Département de la Défense, de l'USAID, du Département de la Justice, et du Département de la *Homeland Security*.

La deuxième annonce concerne l'*African Peacekeeping Rapid Response Partnership* (APRRP, abrégé sous la forme d'A-Prep), une aide de 110 millions de dollars (82 millions d'euros) sur une période de trois à cinq ans et destinée à aider à la constitution d'une force de réaction rapide africaine de maintien de la paix en s'appuyant sur le Ghana, l'Éthiopie, le Sénégal, la Tanzanie, le Rwanda et l'Ouganda (5). Plus précisément, cette assistance doit permettre de renforcer, dans chacun de ces pays mais également au siège de l'Union africaine dans des fonctions techniques, les capacités en matière de formation militaire, d'entretien et de réparation des équipements, d'appui institutionnel et d'interopérabilité avec d'autres forces de maintien de la

---

(1) Josette Durrieu, « Comptes-rendus de la Commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées » (Sénat), séance du 9 juillet 2014 (<http://www.senat.fr/compte-rendu-commissions/20140707/etr.html>).

(2) Voir : Maya Kandel (dir.), *La stratégie américaine en Afrique*, Études de l'IRSEM, 2014, n°36.

(3) Institut Montaigne, *Afrique-France : mettre en pratique le co-développement*, rapport de décembre 2013, p. 51.

(4) Après la première année, les États-Unis prévoient de fournir « un financement additionnel proportionné aux besoins du programme et selon son élargissement à d'autres pays » (« Fiche d'information sur l'initiative en matière de sécurité entre les États-Unis et 6 partenaires africains », Bureau du secrétaire de presse de la Maison Blanche, 6 août 2014, <http://iipdigital.usembassy.gov/st/french/texttrans/2014/08/20140807305241.html#axzz3YA7j7XU4>).

(5) Si l'Ouganda n'est pas un contributeur majeur des opérations de paix des Nations unies, il est un allié de premier plan pour les États-Unis en Somalie, et même l'un des rares partenaire d'Afrique subsaharienne considéré à Washington comme disposant de forces armées professionnelles et compétentes. D'ailleurs, en 2011, les États-Unis ont envoyé dans le pays une centaine de « conseillers » militaires pour traquer le chef de la *Lord Resistance Army*, avant de les renforcer en 2014 par 150 soldats des forces spéciales et 4 CV-22 Osprey.

paix situées en Afrique. De leur côté, les partenaires africains s'engagent à ce que leurs soldats et leur équipement puissent être déployés rapidement, et à faire part de leur intention de participer à des déploiements dans le cadre de missions de l'ONU ou de l'Union africaine pour répondre à des crises émergentes.

### Contribution des pays concernés par l'A-Prep au maintien de la paix – Nations unies (février 2015)

Pays	Contribution (militaires et policiers)	Classement mondial (Afrique)
Ethiopie	7 858	4 (1)
Rwanda	5 660	5 (2)
Sénégal	3 079	7 (3)
Ghana	3 012	8 (4)
Tanzanie	2 278	13 (8)
Ouganda	39	85 (33)

Sources | <http://www.un.org/en/peacekeeping/resources/statistics/contributors.shtml>

Les financements nécessaires au déploiement de ces deux initiatives ont été demandés pour l'année fiscale 2016. Le Département d'État a sollicité 110 millions de dollars pour l'A-Prep et 16,9 millions pour la SGI, tandis que le Département de la Défense demandait 47 millions pour la SGI (6). Un certain flou demeure toutefois, les budgets demandés n'ayant pas encore été approuvés alors que les compromis nécessaires pour faire aboutir les initiatives du Président et voter le budget annuel sont, face à une Chambre des représentants à majorité républicaine et souhaitant limiter le déficit, difficiles à élaborer (7). De surcroît, notaient en février dernier à propos de la Tunisie les chercheurs Alexis Arief et Carla E. Humud, l'étendue et la mise en œuvre de la SGI ne sont pas claires (8) et, plus généralement, cette initiative pose la question de l'efficacité de la coopération entre les différents départements concernés. En effet, si dans un rapport publié en 2014 le *United States Government Accountability Office* (GAO) constatait une réelle coopération entre les différentes agences participant au *Trans-Saharan Counterterrorism Partnership* (TSCTP) – tout en regrettant un manque d'intégration du Département de la Justice, au rôle pourtant majeur dans l'établissement d'un

(6) *Congressional Budget Justification Department of State, Foreign Operations, and Related Programs. Fiscal Year 2016*, 2 février 2015, pp. 115-116 (<http://www.state.gov/documents/organization/236395.pdf>). *Counterterrorism Partnership Fund. Department of Defense Budget. Fiscal Year 2016*, mars 2015, p. 7 ([http://comptroller.defense.gov/Portals/45/Documents/defbudget/fy2016/FY2016\\_CTPF\\_J-Book.pdf](http://comptroller.defense.gov/Portals/45/Documents/defbudget/fy2016/FY2016_CTPF_J-Book.pdf)).

(7) Alors qu'en matière de contre-terrorisme le Département de la Défense avait demandé pour l'année fiscale 2015 2,5 milliards de dollars, seulement 800 millions ont été attribués (*Counterterrorism Partnership Fund. Department of Defense Budget. Fiscal Year 2016, op. cit.*, p. 1). À noter que 500 millions additionnels ont été attribués après le vote du budget 2015, pour lutter contre l'organisation État islamique en Irak et en Syrie, ainsi que financer l'entraînement et l'équipement des opposants syriens. Par ailleurs, entre les montants autorisés et les sommes réellement décaissées, il y a également un décalage à prendre en compte : pour le TSCTP par exemple, sur la période 2009-2013, seuls 50% des crédits alloués ont été dépensés.

(8) Alexis Arief et Carla E. Humud, *Political Transition in Tunisia*, Congressional Research Service Report, RS21866, 10 février 2015, p. 16 (<https://www.fas.org/spp/crs/row/RS21666.pdf>).

État de droit – (9), les auteurs d'un précédent rapport daté de 2008 déplorait l'absence de stratégie intégrée entre le Département d'État, l'USAID et le Département de la Défense (10).

Mais la principale critique concerne le montant attribué aux deux initiatives. « *Malheureusement, estiment deux chercheurs de la Brookings, les niveaux de financements annoncés pour l'A-Prep et la SGI sont très probablement trop faibles pour générer des impacts durables. L'administration Obama a bien indiqué que, dans les années futures, "les financements seront adaptés aux besoins des programmes matures et étendus à d'autres pays", mais seulement 65 millions de dollars ont été alloués pour la première année de la SGI, ce qui représente à peine plus de 10 millions par pays* » (11). Encore que : loin de prendre place dans un environnement duquel les États-Unis sont absents, l'A-Prep et la SGI se surajoutent à un millefeuille de programmes déjà existants.

## | Deux programmes pour quelle plus-value?

Avec les attentats du 11 septembre 2001, l'Afrique est devenue l'un des fronts de la « *guerre globale contre la terreur* ». Avec la *Pan Sahel Initiative* (PSI), lancée en 2002, les États-Unis entreprennent de former une compagnie spécialisée dans quatre pays sahéliens : la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Tchad. La même année, une implantation est ouverte à Djibouti, accueillant plus de 2 500 hommes et devenant la principale base américaine pour le déploiement de drones. En 2005, la PSI est remplacée par la *Trans-Saharan Counterterrorism Initiative* (TSCI), qui devient un an plus tard un partenariat (TSCTP), afin de lutter contre le terrorisme sur les deux rives du Sahara et de renforcer la stabilité des pays concernés à travers une approche globale réunissant, outre les quatre pays sahéliens membres du PSI : l'Algérie, le Burkina Faso (depuis 2009), le Cameroun (depuis janvier 2014) (12), le Maroc, le Nigéria, le Sénégal, la Tunisie (13). *Last but not Least*, en 2007, un commandement militaire régional pour l'Afrique est créé (AFRICOM), première dans l'histoire américaine, basé à Stuttgart en raison du refus des États africains de l'accueillir sur leur sol.

L'engagement américain est cependant plus ancien. Tout au long des années 1990, et parallèlement à la recherche du développement de relations personnelles et de réseaux entre militaires de haut rang américains et africains, les administrations américaines ont cherché à renforcer les outils militaires du

---

(9) GAO, *Combating Terrorism. U.S. Efforts in Northwest Africa Would Be Strengthened by Enhanced Program Management*, juin 2014, pp. 24-25 (<http://www.gao.gov/assets/670/664337.pdf>).

(10) GAO, *Combating Terrorism. Actions Needed to Enhance Implementation of Trans-Sahara Counterterrorism Partnership*, juillet 2008 (<http://www.gao.gov/new.items/d08860.pdf>).

(11) Dane Erickson et Alic Friend, « The U.S.-Africa Leaders Summit: Security Initiatives Are Critical to Cementing Africa's Gains », *Brookings*, 14 août 2014 (<http://www.brookings.edu/blogs/africa-in-focus/posts/2014/08/14-security-initiatives-africa-erickson-friend>). « *Unfortunately, the funding levels announced for both A-Prep and SGI are likely too small to generate enough momentum for lasting impacts. The Obama administration states that in future years, "funding will be commensurate with maturing program needs and expansion to additional countries," but only \$65 million has been allocated for the first year of SGI, which averages out to just over \$10 million per country.* »

(12) GAO, *Combating Terrorism. U.S. Efforts in Northwest Africa Would Be Strengthened by Enhanced Program Management*, op. cit.

(13) Bérangère Rouppert et Antonin Tisseron, « De la Méditerranée au Sahel : la sécurité d'abord », à paraître dans : Abdenour Benantar et Salim Chena (dir.), *La sécurité en Méditerranée occidentale face aux bouleversements au Maghreb et au Sahara*, Paris, L'Harmattan-La Bibliothèque de l'Iremmo, 2015. Antonin Tisseron, « Lutte contre le terrorisme dans le Sahara : la militarisation comme solution ? », *Recherches Internationales* n°97, octobre-décembre 2013, pp. 111-128.

continent à travers plusieurs programmes (14). Entre 1991 et 1998, avant même le tournant que constituent les deux attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie (15), les livraisons d'armes et les formations à destination de l'Afrique ont représenté plus de 227 millions de dollars. Dans le domaine du déminage, à partir de 1995 notamment, les États-Unis ont mis en œuvre un programme de développement des structures, des systèmes et des technologies employables. Un an plus tard, le Département d'État mettait en place l'ACRI (*Africa Crisis Response Initiative*), destinée à renforcer les capacités de gestion de crise des États africains volontaires. Devenue ACOTA (*Africa Contingency Operations Training and Assistance*) en 2004, elle a permis de former 248 000 soldats de maintien de la paix venant de 25 pays africains, auxquels s'ajoutent 1 100 policiers par le biais du programme IPPOS (*International Police Peacekeeping Operations Support*). Mais ce sont surtout les programmes d'assistance en matière de contre-insurrection, sous la supervision de l'ambassadeur américain en poste dans le pays concerné, qui constituent le volet le plus important de la coopération américano-africaine, que cela soit par le biais de programmes régionaux ou d'accords bilatéraux : fourniture de matériels, d'entraînement (16) et d'autres services militaires ; fourniture de conseil, d'aide ou de formations dans le cadre d'exercices d'entraînement réalisés par les forces américaines elles-mêmes ; exercices combinés.

Dans ce contexte, quelle est la plus-value de l'A-Prep et de la SGI ? Les 110 millions de dollars en faveur de la constitution d'une force de réaction rapide africaine de maintien de la paix représentent une somme importante : un quart des financements estimés pour l'année 2015 par le Département d'État dans le domaine des *Peacekeeping Operations* (et même la presque totalité des dépenses envisagées une fois enlevées les *Overseas Contingency Operations* (OCO)) et un cinquième des demandes adressées pour l'année fiscale 2016 (un quart une fois enlevées les OCO) (17). De même, la Force africaine en attente doit entrer en action en 2015 et les récents engagements de contingents africains ont rappelé les efforts qui restent à faire en matière de renforcement des capacités pour mener des opérations de paix dans des environnements très violents, dans lesquels les casques bleus sont régulièrement pris à parti (18). Enfin, l'A-Prep et la SGI s'inscrivent dans un regain d'attention apporté au continent africain avec l'attaque du consulat américain de Benghazi en septembre 2012, puis l'enlèvement de plus de 200 lycéennes par Boko Haram en avril 2014 (19).

Mais, sur le fond, l'A-Prep et la SGI ne marquent nullement une rupture, aussi bien en matière d'approche que d'espaces concernés sur un continent où, depuis plusieurs années, l'aide américaine est en augmentation (20). Comme en témoignent les pays devant bénéficier de ces deux annonces et les

(14) Niagalé Bagayoko-Penone, *Afrique : les stratégies françaises et américaines*, Paris, l'Harmattan, 2003, pp. 421-425.

(15) Maya Kandel (dir.), *États-Unis : quelle transition stratégique ? La politique de défense sous Obama, entre dynamiques internes et évolutions internationales*, Études de l'IRSEM, 2013, n°29, p. 32.

(16) Le programme IMET (*International Military Education and Training*) a été créé en 1976. Il vise à l'instruction de personnels civils et étrangers suivant une approche bilatérale et au moyen de subventions versées aux gouvernements étrangers, qui choisissent eux-mêmes les cours que suivront leurs ressortissants (Niagalé Bagayoko-Penone, *op. cit.*, pp. 425-426). En complément d'IMET, les États-Unis ont lancé il y a quelques années le programme AMEP (*Africa Military Education Program*), centré – en octobre 2013 – sur la formation d'instructeurs au Botswana, en Ethiopie, au Mozambique, au Malawi, au Nigeria et au Niger (Colonel Matt Sousa, « Doing Better With Less – Recommendations for U.S. Army in Africa », *The DISAM Journal*, 2014, <http://www.disamjournal.org/articles/doing-better-with-less-recommendations-for-the-us-army-in-africa-1246>).

(17) *Congressional Budget Justification Department of State, Foreign Operations, and Related Programs. Fiscal Year 2016*, *op. cit.*, p. 114. À noter, entre 2015 et 2016, une volonté de fortement réduire les OCO pour privilégier les programmes constants.

(18) Compte-rendu de la réunion du 17 février 2015 du Comité des opérations de maintien de la paix (<http://www.un.org/press/fr/2015/agpk219.doc.htm>).

(19) Voir : Richard Reeve et Zoë Pelter, *From New Frontier to New Normal: Counter-terrorism operations in the Sahel-Sahara*, Oxford Research Group, août 2014.

(20) Maya Kandel, « La stratégie américaine en Afrique : les risques et contradictions du "light footprint" », in Maya Kandel (dir.), *La stratégie américaine en Afrique*, *op. cit.*, p. 13-31, p. 25.

demandes du Département de la Défense afin de lutter contre le terrorisme pour l'année fiscale 2016 (21), il y a une volonté affirmée de contribuer plus fortement à la lutte contre Boko Haram, la continuation de l'« intérêt renouvelé » (22) pour certaines régions ou certains pays d'Afrique du Nord et de l'Ouest, mais l'Afrique de l'Est – plus précisément la région de la Corne – demeure la priorité sécuritaire des États-Unis. De même, les États d'Afrique subsaharienne concernés étaient, à l'exception de la Tanzanie et surtout du Niger, déjà identifiés par le Département de la Défense en août 2001 comme des « *key states* » ou des « *partner states* » sur lesquels s'appuyer pour développer des relations (23).

## | Des ambitions économiques croissantes

Au regard de l'éventail des actions déjà menées, la finalité de ces deux programmes semble finalement, bel et bien, avant tout politique. Face à des dirigeants africains demandeurs d'un investissement croissant en faveur du renforcement de la sécurité, l'A-Prep et la SGI permettent de répondre favorablement, tout en réaffirmant les priorités de Washington et en ciblant précisément les bénéficiaires. D'autre part, pour l'ensemble des observateurs du sommet États-Unis/Afrique, le cœur de cette grande réunion était constitué par les dossiers économiques, Obama courtisant tantôt l'Afrique émergente, tantôt cherchant à interpeller les Américains sur les opportunités du continent africain. Pour preuve, les 175 millions en matière de sécurité pèsent bien peu face aux 33 milliards de dollars d'investissements publics-privés annoncés à l'issue du sommet, qu'ils concernent le développement des échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique, des contrats en cours de signature, ou l'initiative *Power Africa*, destinée à raccorder au réseau électrique 60 millions de foyers africains (24).

Tout comme dans le domaine sécuritaire, l'importance de l'économie n'est pas nouvelle. En 2000, la loi connue sous le nom d'*African Growth and Opportunity Act* (AGOA) était votée afin de soutenir les échanges commerciaux avec quarante pays d'Afrique subsaharienne en leur facilitant l'accès au marché américain, à la condition qu'ils suivent les principes de l'économie de marché, de la bonne gouvernance et du respect des droits de l'homme (25). Cependant, depuis l'arrivée au pouvoir de Barack Obama, elle occupe une place croissante. Deux ans après une campagne présidentielle se déroulant dans un contexte de crise économique, la dimension économique est placée au cœur de la stratégie de sécurité nationale d'Obama en 2010. Hillary Clinton a ainsi rédigé un mémo pour toutes les ambassades américaines leur ordonnant de faire de l'aide aux entreprises américaines, pour accéder au marché local, une des priorités de leur action et, en 2012 et 2013, deux initiatives étaient lancées : *Doing Business in Africa*, pour inciter les acteurs économiques, en

---

(21) Il s'agit de 262 millions de dollars pour le Maghreb-Sahel (113 millions accordés sur l'année fiscale 2015), de 338 millions pour le bassin du lac Tchad (133 millions accordés sur l'année fiscale 2015) et de 669 millions pour l'Afrique de l'Est (220 millions accordés sur l'année fiscale 2015).

(22) Maya Kandel, *art. cit.*, p. 15.

(23) Niagalé Bagayoko-Penone, *op. cit.*, pp. 257-258.

(24) « Sommet États-Unis/Afrique : Obama annonce 33 milliards d'investissements », *RFI*, 6 août 2014

(<http://www.rfi.fr/afrique/20140806-sommet-afrique-etats-unis-obama-agoa-investissements-takunda-chingonzo/>).

(25) Le Forum de l'AGOA, au cours duquel doit être décidé de l'avenir d'une loi expirant en septembre 2015, est prévu en août au Gabon.

s'appuyant sur la diaspora africaine résidant aux États-Unis, à s'engager sur le continent ; et *Trade Africa* avec les membres de la Communauté d'Afrique de l'Est (26).

La *National Security Strategy* de 2015 est révélatrice de cette Afrique perçue à travers l'articulation entre efforts sécuritaires, sécurité nationale, intérêts économiques, et développement local. Les premiers mots de la partie dévolue à ce sous-continent sont « *Africa is rising* », tandis que les rédacteurs insistent sur le rôle que peuvent jouer les États-Unis dans le développement, la démocratisation et la lutte contre les facteurs d'insécurité sur un continent qualifié de probable « *prochain pôle majeur de croissance dans le monde* » (27). D'ailleurs, le 8 avril dernier, Barack Obama et plusieurs hauts responsables de l'administration rencontraient quinze membres du secteur privé, dont les sociétés sont présentes en Afrique, afin d'évoquer la dynamisation des échanges et des investissements avec l'Afrique, dans la continuité du sommet d'août 2014 et d'un rapport rendu sur ce sujet à la demande de l'administration (28).

## | Quel impact pour la France ?

Bien que le développement d'un continent à la forte démographie soit considéré comme une des réponses à apporter aux défis sociaux, économiques et sécuritaires, une attention croissante pour les intérêts économiques n'est pas sans risques. Tout comme avec certains partenaires les États-Unis sont confrontés à la difficulté de concilier contre-terrorisme, développement et promotion de la démocratie, elle peut en effet s'accompagner d'une baisse des exigences en matière de gouvernance, de lutte contre la corruption, de patrimonialisation, ou de réforme des pratiques des dirigeants. Lors du sommet États-Unis/Afrique, plusieurs voix, à l'image de l'ONG *Human Rights Watch* ou du républicain Ed Royce, président de la commission des affaires étrangères à la Chambre, ont d'ailleurs déploré un manque d'insistance autour de ces thématiques, qui renvoient à une réflexion plus globale sur l'incapacité de certains États à contrôler l'ensemble de leur territoire et, plus généralement, à leurs dysfonctionnements en matière de perception et de redistribution équitable des ressources.

Une deuxième source d'interrogation réside dans l'impact sur les relations avec les partenaires européens, et en premier lieu la France. Or en la matière, force est de constater que la (ré)affirmation des ambitions économiques américaines en Afrique risque peu de perturber un partenariat fondé sur une complémentarité réciproque et une aide ayant rapidement fait oublier l'expectative – voire les critiques – au moment du déclenchement de l'opération Serval en janvier 2013 (29). D'autant qu'en matière de concurrence économique, la menace est asiatique pour les entreprises françaises, sur les marchés où elles sont présentes comme ceux où elles ambitionnent de s'implanter, et que le principal défi est celui de l'accroissement de la compétitivité et des investissements. Enfin, la concurrence autour des ressources énergétiques s'est

---

(26) « FACT SHEET: The Doing Business in Africa Campaign », Maison Blanche, 5 août 2014 (<https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2014/08/05/fact-sheet-doing-business-africa-campaign>) et « FACT SHEET: Trade Africa », Maison Blanche, 1er juillet 2013 (<https://www.whitehouse.gov/the-press-office/2013/07/01/fact-sheet-trade-africa>).

(27) *National Security Strategy*, Maison Blanche, édition de février 2015 (« world's next major center of global growth »).

(28) Andrew Westbury, « Africa in the news: US President's Advisory Council on Doing Business in Africa releases recommendations, Kenya responds to Garissa... », blog *Africa in Focus* (Brookings), 10 avril 2015 (<http://www.brookings.edu/blogs/africa-in-focus>). Le rapport est disponible à l'adresse [http://www.trade.gov/pac-dbia/docs/PAC-DBIA-Report\\_Final.pdf](http://www.trade.gov/pac-dbia/docs/PAC-DBIA-Report_Final.pdf).

(29) Voir notamment : Jean-Pierre Chevènement et Gérard Larcher, *Mali : comment gagner la paix ?*, Rapport d'information, Sénat, 16 avril 2013 ; Yves Fromion et Gwendal Rouillard, *Rapport d'information sur l'évolution du dispositif militaire français en Afrique et sur le suivi des opérations en cours*, Assemblée nationale, 9 juillet 2014.

fortement réduite avec la diminution des importations américaines d'Afrique résultant d'une augmentation des importations venant du Golfe et de la « *révolution du schiste* » (30). Finalement, davantage qu'autour des échanges commerciaux, la principale pierre d'achoppement pourrait être l'influence croissante et assumée des États-Unis en Afrique francophone, comme en témoigne la troisième édition du sommet des chefs d'État-major des armées de Terre africaines, qui s'est tenue pour la première fois, en février dernier, dans un pays francophone, en l'occurrence au Sénégal. À ceci près que l'exclusivité, vu de Paris, appartient au passé.

Reste *in fine* que le principal enjeu, à court et moyen terme, renvoie à l'efficacité des programmes mis en œuvre pour permettre aux Africains d'assurer leur sécurité. Qu'il s'agisse des limites de l'empreinte légère, des conséquences sur les rapports de forces régionaux d'une approche reposant sur une logique de délégation donnant une certaine marge de manœuvre aux pays bénéficiaires, y compris vis-à-vis des États-Unis et de leurs attentes dans d'autres domaines ou sur d'autres dossiers, plusieurs travaux ont déjà été publiés. Ceci étant, dans l'immédiat, les discours sur l'appropriation, la contractualisation, la réponse aux aspirations, ne doivent pas faire oublier le maigre bilan opérationnel de plusieurs décennies de coopérations auprès des armées africaines, que cela soit par les États-Unis ou la France, et le besoin d'un véritable retour d'expérience permettant de tirer des leçons politiques et militaires du passé. Et c'est peut-être bien pour cela que la question des synergies et de la coopération est centrale, d'autant que Français et Américains partagent la même vision du continent africain, des dangers résultant de la faiblesse des États, et du besoin de sécurité afin de permettre un développement nécessaire. À la condition également, toutefois, que les Africains s'interrogent aussi sur ce qui n'a pas marché et les raisons de la situation actuelle.



**Antonin TISSERON** | Chercheur associé à l'Institut Thomas More, titulaire d'un Master 2 de Défense (Paris 2) et Docteur en histoire des Relations internationales (Paris 1), Antonin TISSERON réfléchit principalement sur les enjeux géopolitiques, de défense et de sécurité dans la zone Maghreb Sahel. Il travaille en outre depuis plusieurs années pour le Ministère de la Défense sur les problématiques de la modernisation des forces armées, de la contre-insurrection et des opérations extérieures.

Avec le soutien  
de



(30) Entre juillet et septembre 2014, le Nigeria n'a pas exporté un seul baril vers des raffineries américaines (Stéphane Ballong, « Panique sur la planète pétrole », *Jeune Afrique*, 3 novembre 2014). Voir aussi Peter J. Pham, « AFRICOM's Evolution from Bush to Obama », in Maya Kandel (dir.), *La stratégie américaine en Afrique*, op. cit., pp. 32-46.